

ΚΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ

ΑΝΑΓΝΩΣΤΟΠΟΥΛΟΥ 10 - ΑΘΗΝΑ  
www.pressdelivery.gr - 210 (9915957-9914830)



## GÉO & POLITIQUE

**L'indémontable modèle allemand**  
Angela Merkel a poursuivi l'œuvre de ses prédécesseurs. SUPPLÉMENT



## Bangladesh

Surpopulation, réchauffement climatique, duel des bégums : les défis du delta du Gange. SUPPLÉMENT



## TÉLÉVISIONS

**TF1 joue la sécurité**  
Face à l'érosion de son audience, la chaîne veut rassurer. SUPPLÉMENT

Dimanche 11 - Lundi 12 décembre 2011 - 67<sup>e</sup> année - N°20805 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

# Marine Le Pen mise sur les déçus de Nicolas Sarkozy

La candidate du Front national devait tenir dimanche 11 décembre son premier meeting de campagne à Metz

Toujours très bien placée dans les sondages, Marine Le Pen a choisi la Moselle ouvrière et sinistrée par la crise pour son premier grand meeting régional de la campagne présidentielle. A quatre mois du premier tour, la candidate du Front national entend riposter à la Droite populaire et aux déclarations de Claude

Guéant en attaquant le bilan économique et social de Nicolas Sarkozy. Dans la vallée de la Fensch, où les hauts-fourneaux s'éteignent un à un sur l'autel de la mondialisation, le FN n'est plus diabolisé et a gagné les esprits. A la sortie des usines, les militants du Front ont le sourire. ■ Lire page 6 et reportage page 14

# La magie des illuminations enchante Lyon

Plus de 70 installations attirent les foules pour la 13<sup>e</sup> Fête des lumières Page 18



Une œuvre de Marie-Jeanne Gauthé, « Transnocturne », place des Terreaux, à Lyon. BRUNO AMSELLEM/SIGNATURE POUR LE MONDE

# Europe, à quand le prochain sommet de crise ?

**M** On ne réglera pas la crise en un seul sommet. » A l'issue du seizième sommet de la dernière chance depuis les débuts de la crise, en 2009, la conviction d'Angela Merkel conserve toute sa pertinence. Les décisions arrêtées à l'aube, vendredi 9 décembre à Bruxelles, par les chefs d'Etat et de gouvernement européens sont, pour certaines, historiques. Elles ne suffiront pas malheureusement à éteindre le feu provoqué sur le Vieux Continent, par la crise de la dette des Etats souverains. Il y aurait fallu davantage d'ambition, de vision et de leadership. Le sommet de Bruxelles permet certes d'utiles clarifications. Une union – et l'Union européenne ne saurait échapper à ce principe – ne peut accepter la présence en son sein de francs-tireurs qui cher-

chent à profiter des avantages qu'elle peut apporter sans en payer le prix et en respecter les disciplines. Les Britanniques n'ont jamais cru ni voulu de l'euro. Inutile de les forcer. Inutile de les attendre pour avancer. Ils ont voulu se mettre à l'écart de l'union. C'est leur choix. On peut d'ailleurs s'interroger désormais sur la légitimité de leur arrimage au marché unique, sur leur présence aussi au sein de la Commission et dans les institutions communautaires. Autre clari-

## Editorial

Erik Izraelewicz

fication utile qui est davantage une confirmation : celle du rôle moteur que continue et doit continuer à jouer le couple franco-allemand dans la construction européenne. Le traité intergouvernemental qui

doit être rédigé entre les 26 pays membres de la nouvelle Union s'inspirera de l'accord auquel étaient parvenus Angela Merkel et Nicolas Sarkozy lundi 5 décembre à Paris. Vingt ans après la signature de Maastricht, le « traité » de Bruxelles comble enfin son défaut principal. L'union monétaire trouve son indispensable pendant, avec un début d'union économique. Un vrai pacte budgétaire va être instauré entre tous les pays engagés dans l'aventure – c'est ce à quoi doivent conduire la discipline inscrite dans les textes fondamentaux de chaque pays et les sanctions automatiques qui seront imposées en cas de non-respect des engagements pris. Il s'agit là d'un transfert de souveraineté majeur indispensable qui risque, néanmoins, de se heurter, ici ou là, à de vives résistances.

Des mesures d'urgence ont aus-

si été discutées à Bruxelles pour éviter la contagion de la crise. Promesse a ainsi été faite de renforcer les pare-feu et de confier au FMI un rôle accru dans le sauvetage de l'euro. Il reste à traduire tout cela dans les textes et à le faire adopter par chacun des pays, à trouver l'argent promis, aussi.

Pour la gouvernance comme pour les mesures d'urgence, d'énormes zones d'ombre subsistent néanmoins. C'est ce qui explique la posture, inflexible, de la BCE, toujours radicalement opposée à jouer le rôle de pompier de dernier ressort dans la région. Comme après les quinze sommets précédents, l'incertitude, le flou, l'imprécision risquent de provoquer rapidement de nouveaux soubresauts sur les marchés. Et l'organisation, en toute catastrophe, d'un énième sommet. ■

Lire pages 9 à 12

# Les négociations sur le climat dérapent à Durban

**Environnement** Les discussions ayant pris du retard, le sommet de l'ONU, réunissant 194 pays, devait se clore dans la précipitation. Page deux et p. 5

# L'ubuesque odyssée du faux pirate somalien

**Carré-d'As** Acquitté après trois ans à la Santé, l'homme se trouve dans une situation inextricable. Page 8

# Le regard de Plantu LES 80 ANS DE BABAR, ROI DES ÉLÉPHANTS



Plantu (d'après DE GRUNHOFF)

# Enfants adoptés devenus adultes adoptés

Les enfants adoptés intéressent beaucoup les psychologues, et la littérature sur leur blessure originelle ou leurs éventuelles difficultés d'adaptation est florissante. Devenus adultes, ils restent pourtant avec leurs questions. Et hésitent à rechercher, ou non, des informations sur ses origines. Sur cette mère biologique dont l'absence reste présente. Cette quête des origines, dont l'envie peut surgir à tout moment, à l'occasion d'un événement de la vie, peut s'avérer une force. Tirailés par une « double loyauté » entre celle qui donne la vie et la famille adoptive qui est la vie, ils ont dû doublement s'affranchir pour devenir adultes. ■ Lire page 20

Certains Noël Sont Inoubliables

**TIFFANY & CO.**  
NEW YORK DEPUIS 1837

Les clés Tiffany. Clé Daisy en platine avec diamants. Chaîne vendue séparément.

6, RUE DE LA PAIX, PARIS 2<sup>e</sup> - PRINTEMPS DU LUNE, PARIS 9<sup>e</sup> - GALERIES LAFAYETTE JOAILLERIE, PARIS 9<sup>e</sup> - 01 40 20 20 20 - TIFFANY.COM

## LA CRISE DE L'EURO

# Crise de la zone euro : et si le pire était passé ?

Les Européens ont achevé une renégociation du traité de Maastricht, dessiné il y a vingt ans jour pour jour

Bruxelles  
Envoyé spécial

Le pire est passé. Cet avis sur la crise de l'euro peut paraître téméraire, tant les Européens sont allés de déconvenue en déconvenue, depuis le début de la crise grecque à l'automne 2009. Pourtant, depuis dix jours, l'atmosphère a changé. L'apogée de la crise fut atteint début novembre lorsque le premier ministre grec Georges Papandréou a proposé un référendum sur le plan de renflouement de son pays. Et le énième sommet de sauvetage de la monnaie unique, qui s'est achevé vendredi 9 décembre à Bruxelles, pourrait être le bon. En dépit des agences de notation qui menacent d'opérer des dégradations en cascade de toute la zone euro.

Vendredi, en tout cas, les dirigeants européens retrouvaient un brin de sérénité tandis que les marchés financiers se redressaient. « Nous nous sommes souhaité de bonnes fêtes de Noël », a expliqué Angela Merkel, espérant ne pas avoir à convoquer de réunion d'urgence avant la fin de l'année. « La percée a été réussie », a affirmé la chancelière allemande, assurant que « nous regagnons de la crédibilité pas à pas ».

Côté français, même le secrétaire général de l'Elysée Xavier Musca, pessimiste invétéré depuis le mois de juillet, avait perdu sa tête des mauvais jours. Les Français estiment qu'ils ne pouvaient pas mieux faire avec les cartes en jeu. Dès jeudi, à la réunion du Parti



Lors du sommet européen, vendredi 9 décembre, à Bruxelles. GEERT VANDEN WIJNGAERT/AP

populaire européen à Marseille, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet nous gratifiait d'un sourire. Un sourire en « off », bien sûr, mais qui voulait tout dire : M. Sarkozy et M<sup>me</sup> Merkel ont enfin renversé l'accord perdant-perdant scellé au sommet de Deauville un an plus tôt.

L'Allemagne avait alors exigé de faire participer les banquiers privés au sauvetage de la Grèce, créant une incertitude majeure sur l'engagement des peuples européens à

rembourser leurs dettes, tandis que la France avait évité des sanctions automatiques pour les pays qui ne respecteraient pas l'orthodoxie budgétaire. « Ce fut la plus grande erreur de cette crise », commente un dirigeant bruxellois.

Aujourd'hui, Paris et Berlin ont décidé de durcir les règles budgétaires européennes et jurent que jamais plus un Etat européen ne fera faillite. Ce revirement est au cœur de l'accord franco-allemand confirmé vendredi par les Européens. Mario Draghi, nouveau pré-

sident de la BCE, a qualifié les décisions prises de « résultat très bon pour la zone euro ». « C'est la paix des braves et la fin des controverses institutionnelles », estime un proche de M. Sarkozy, qui ajoute : « Nous avons achevé une renégociation à chaud du traité de Maastricht », négocié il y a vingt ans jour pour jour, le 9 décembre 1991.

Il a fallu que l'euro soit au bord du gouffre pour que les Européens corrigent ses trois vices de construction de Maastricht.

Le premier, c'est la dérogation

britannique, qui permettait à Londres de ne pas adopter l'euro mais de continuer à freiner l'intégration de la zone. Vendredi, les Européens ont bouté les Anglais hors d'Europe. A la surprise générale, le premier ministre britannique David Cameron a été lâché par les pays de l'élargissement, à commencer par la Pologne. Le signal politique est majeur : les gouvernements veulent sauver l'euro, y adhérer, et ont décidé d'aller de l'avant. Sans attendre Londres, qui exigeait plus de libéralisme financier pour la City. Et sans réformer les traités européens, pour éviter toute obstruction britannique.

Second vice de Maastricht, l'absence de gouvernement économique. Naguère, l'Allemagne s'y opposait, voulant gérer seule son avantage compétitif. Elle a compris le risque qu'elle encourait en partageant sa monnaie avec des économies en perte. La rigueur a commencé à être mise en œuvre avec les plans italien, espagnol, voire français. Les sanctions prévues par le pacte de stabilité, même quasi automatiques, ne seront peut-être pas opérantes, mais les Européens sont censés discuter en amont de leur politique économique pour éviter bulles immobilières et pertes de compétitivité qui firent le lit des économies méditerranéennes.

Troisième vice, l'absence de mécanisme de sauvetage, promise aux Allemands mais sur laquelle il a bien fallu revenir. Pour l'instant, la BCE joue les pompiers, alors que la récession menace. Outre la bais-

se des taux, M. Draghi a fait un pas décisif, jeudi, en annonçant un financement illimité sur trois ans des banques au taux réduit de 1%.

Fortes d'une ressource bon marché, les banques devraient être incitées à financer les entreprises et acheter cet hiver les emprunts émis notamment par l'Italie et la

**Même le secrétaire général de l'Elysée Xavier Musca, pessimiste invétéré, avait perdu sa tête des mauvais jours**

France. Certes, M. Draghi a déçu en n'achetant pas directement la dette émise par les Etats et les entreprises, comme le fait la Fed, la réserve fédérale américaine.

« La mutation de la BCE n'est pas achevée », explique un négociateur français, qui espère que la banque agira si les circonstances l'exigent. Il existe un autre problème : le fonds de sauvetage européen, dont la gestion a été confiée à la BCE, n'est pas opérationnel et sa force de frappe reste trop faible.

L'Europe est donc encore très vulnérable et les soubresauts sont jugés inéluctables. Mais après des mois de débats, les Européens savent désormais à peu près où ils habitent. Une condition indispensable pour rassurer les investisseurs, soucieux de savoir, eux, où ils mettent les pieds. ■

ARNAUD LÉPARMENTIER



NEW THINKING.  
NEW POSSIBILITIES.

## Qui ose dire que seules les voitures allemandes sont de qualité supérieure ?



**La nouvelle i40 remporte la prestigieuse récompense EuroCarBody 2011.**

500 experts de l'industrie automobile ont récemment décerné le prix d'or à la nouvelle i40 pour sa qualité de construction et finition globale. La nouvelle i40 a été particulièrement saluée pour sa conception et son développement complet, ainsi que pour son haut niveau de sécurité et sa capacité à préserver ses occupants en cas de collision. Des années d'investissements en recherche et développement justement récompensées. Pour en juger par vous-même, rendez-vous sur [i40.hyundai.fr](http://i40.hyundai.fr) ou chez votre distributeur Hyundai.

**Palmarès du concours EuroCarBody 2011**

1. Hyundai avec la nouvelle i40
2. Audi avec la nouvelle A6
3. Mercedes-Benz avec la nouvelle Classe B
4. BMW avec la nouvelle Série 1
5. Mazda avec le nouveau CX-5



**5 ANS TRIPLE GARANTIE**  
Engagement kilométrage illimité

Automotive Circle International est une organisation qui rassemble les meilleurs fournisseurs et fabricants automobiles. Le prix EuroCarBody a été décerné par plus de 500 délégués présents, experts de l'industrie automobile, de partout dans le monde.  
TRIPLE GARANTIE 5 ANS HYUNDAI : 5 ans de garantie kilométrage illimité - 5 ans d'assistance dépannage gratuite - 5 ans de contrôle annuel gratuit

## LA CRISE DE LA ZONE EURO

## M. Cameron et ses lieutenants se sont fait déborder par la City et les eurosceptiques

Alors que la zone euro est leur premier marché, les milieux industriels craignent leur marginalisation au cours des discussions européennes

Londres  
Correspondant

David Cameron les appelle par leur prénom et eux lui donnent cérémonieusement du « premier ministre ». Cette courtoisie presque compassée cache les liens robustes unissant le chef du gouvernement britannique et ses premiers lieutenants, le directeur de cabinet du 10 Downing Street, Ed Llewellyn, le secrétaire général, Jeremy Heywood, et le conseiller en matière européenne, Jon Cunliffe.

S'il fallait un visage au fiasco politique provoqué par le veto britannique au projet de modification de traité de l'Union européenne à vingt-sept, ces trois grands commis de l'Etat pourraient lui prêter le leur. Pourtant, rien dans leur parcours ne laissait entrevoir qu'à l'issue du sommet européen,

## S &amp; P décidera dans les prochains jours pour la zone euro

L'agence de notation Standard and Poor's (S & P) prendra la décision d'abaisser ou non la note de la zone euro dans les « prochains jours » après avoir analysé la portée du pacte budgétaire de Bruxelles, a déclaré vendredi 9 décembre sa présidente pour la France, Carole Sirou. « On vous le dira quand le comité se sera tenu ». S & P avait annoncé, lundi 5 décembre, avoir placé 15 pays de la zone euro sous surveillance avec implication négative,

David Cameron, celui qu'ils servent, déclarerait : « Je ne pouvais pas présenter ce nouveau traité devant notre Parlement. »

M. Llewellyn, en effet fut le conseiller de l'ex-leader des libéraux-démocrates, le très europhile Lord Ashdown, haut représentant de la communauté internationale en Bosnie, entre 2002 et 2006. M. Heywood, lui, avait épaulé l'ex-premier ministre Tony Blair quand ce dernier voulait « mettre le Royaume-Uni au cœur de l'Europe ». Quant à M. Cunliffe, il avait exercé sa fonction parallèle de « sherpa » représentant le gouvernement de sa Majesté lors de la préparation des sommets du G20 auprès de Gordon Brown puis de M. Cameron.

Dans ces circonstances, comment expliquer les ressorts de l'actuel divorce entre le Royaume-Uni et le reste de l'Union euro-

péenne alors que David Cameron, qui n'a jamais été lui-même très europhile, était pourtant devenu jusqu'à ces dernières semaines la « coqueluche de Bruxelles » pour reprendre l'expression de *The Economist* ?

## Rébellion

Il faut sans doute rappeler que malgré leur pedigree modéré, les compères ont en fait gardé de biens mauvais souvenirs de leur expérience « communautaire ». Le manque de muscle de l'Union européenne en Bosnie a ainsi amené M. Llewellyn à privilégier les relations bilatérales au détriment de la construction d'une défense européenne. La récente coopération militaire avec la France en Libye en témoigne.

Quant à M. Heywood, il était le directeur de cabinet du chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont, lors du « mercredi noir » de 1992 lorsque la livre sterling avait été contrainte de quitter le système monétaire européen sous les coups de butoir, notamment, de la Bundesbank.

Mais cela n'explique pas tout. Car les conseillers de l'ombre n'ont pas vu venir la rébellion d'un quart du groupe parlementaire conservateur, le 24 octobre, à la suite du refus du gouvernement de coalition conservateur-libéral-démocrate d'organiser un référendum sur l'adhésion à l'Union.

L'ampleur de la révolte a surpris le trio qui pensait avoir limité l'influence des eurosceptiques



Le premier ministre britannique, David Cameron, lors du sommet européen de Bruxelles, vendredi 9 décembre. YVES HERMAN/REUTERS

tory au sein du cabinet en arguant de la nécessité de réserver des portefeuilles d'importance aux libéraux-démocrates. Le spectre d'un retour d'une guérilla des « ultras » qui avaient miné le gouvernement tory de John Major entre 1990 et 1997 a motivé en partie l'intransigeance britannique.

Autre facteur, l'accommodant Nick Clegg, vice premier ministre et chef de file des lib-dém, est l'interlocuteur privilégié de M. Cameron et de ses hommes liges. Fort de ce soutien, Downing Street a pu ignorer l'appui des députés de la troisième force à une politique constructive à l'égard de l'Union européenne.

Troisième élément de ce durcissement, la proximité des trois

hauts fonctionnaires avec les milieux financiers. Aujourd'hui, la première place financière mondiale exulte devant le torpillage de la taxe sur les transactions financières et les tentatives de réglementation du trading.

M. Heywood, l'un des responsables de Morgan Stanley à Londres entre 2004 et 2007, et M. Cunliffe qui a fait l'essentiel de sa carrière au ministère des finances, sont tout naturellement des alliés du lobby bancaire.

En revanche, devant l'isolement total du Royaume-Uni, le secteur manufacturier se sent plus orphelin que jamais face à une zone euro qui absorbe deux cinquièmes des exportations. Les milieux industriels craignent

désormais leur marginalisation au cours des discussions européennes portant par exemple sur les normes techniques ou sur l'amélioration du marché unique.

La crise entre Londres et ses partenaires intervient à l'heure où deux de ces trois hommes clefs du dossier européen doivent quitter leurs fonctions.

M. Heywood va prendre la tête de la fonction publique. M. Cunliffe a été désigné représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne. Alors que les points de désaccords et les éléments d'irritation font à nouveau le quotidien des relations avec le continent, M. Llewellyn va se sentir bien seul. ■

MARC ROCHE

## Après des mois de critiques envers Bruxelles, la Hongrie ne fera pas cavalier seul

Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, a confirmé qu'il avait donné son accord de principe pour se joindre aux Dix-Sept

Vienne  
Correspondante

Championne de la discipline budgétaire, mais aussi d'un nationalisme sourcilieux, la Hongrie a-t-elle eu la tentation de s'aligner sur le Royaume-Uni en refusant l'accord de l'Union européenne conclu dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 décembre ?

Une certaine confusion a régné avant que le premier ministre hongrois, Viktor Orban, ne précise, lors d'un point de presse à Bruxelles, qu'il avait donné son accord de principe mais ne pouvait décider seul d'une question touchant « la souveraineté nationale ». Le Parle-

ment de Budapest, a-t-il souligné, aura le temps jusqu'en mars 2012 de trancher. Or, depuis qu'il est revenu au pouvoir avec une majorité des deux tiers, en avril 2010, le Parlement hongrois n'a jamais contrarié les volontés de M. Orban.

L'idée que la Hongrie, l'ancien pays de l'Est le plus endetté (81% du produit intérieur brut, PIB) de l'Union européenne, puisse faire cavalier seul quelques jours avant d'entamer de délicates négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), a semé vendredi la consternation à Budapest. « Orban n'a pas compris ses 26 collègues, ou ses 26 collègues n'ont peut-être pas compris Orban ? », s'inter-

rogeait en ligne le quotidien de centre gauche *Nepszabadsag*.

L'ancien chef de la diplomatie Peter Balazs, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'experts mis en place en 2009-2010 par Gordon Bajnai pour sauver le pays de la faillite avec l'aide du FMI, a reproché à M. Orban de plonger son pays « dans un isolement insensé ».

## « Nouvelle Moscou »

Il est vrai que celui-ci n'a jamais hésité à jouer la carte anti-européenne. Les représentants de l'Union européenne à Budapest ont dû s'habituer à l'entendre parler de Bruxelles comme d'une « nouvelle Moscou », dont les diktats seraient aussi insupportables, pour la Hongrie, que ceux de l'ancienne puissance soviétique. Il a également reproché au FMI de se comporter en « confédération syndicale mondiale des banques », confiait-il au journal *Les Echos*, jeudi 8 décembre. Mais il est favorable aux euro-obligations et à une « force de frappe », pour le Fonds européen de stabilité financière (FESF), « d'au minimum 2000 milliards d'euros ».

Le paradoxe de sa valse-hésitation à Bruxelles est que Budapest a fait de la discipline budgétaire et du désendettement public ses chevaux de bataille. Même en 2012, malgré des difficultés qui vont obliger le gouvernement à revoir toutes ses prévisions, le déficit public devrait se maintenir en deçà de 3%. La dette souveraine est au même niveau que lorsque M. Orban est revenu aux affaires (81% du PIB), soit la moyenne européenne.

« Les fondamentaux de l'économie hongroise ne sont pas tellement mauvais, mais la Hongrie

souffre aujourd'hui d'un problème de crédibilité » à cause des politiques non orthodoxes qui y sont menées depuis dix-huit mois, résume l'économiste autrichien Sandor Richter, de l'Institut viennois d'études économiques (WIIW), spécialisé dans les pays du centre et de l'est de l'Europe.

Car la réduction du déficit n'a pu être obtenue qu'au prix de ponctions exceptionnelles, notamment des impôts sur le chiffre d'affaires des banques et des grandes sociétés ou encore le versement dans les caisses de l'Etat, au pre-

mier trimestre, des quelque 11 milliards d'euros accumulés dans les fonds de pension privés.

Menées sans concertation, ces mesures de « renationalisation » d'une économie qui avait été privatisée à l'extrême, sous les précédents socialistes et libéraux de M. Orban, ont brusqué les investisseurs, habitués depuis vingt ans à un autre traitement. Et la conversion, à un taux préférentiel fixé par le gouvernement à 25% au-dessous du marché, d'une partie de la dette des ménages hongrois en francs suisses, a été vécue comme

un coup de force – même si les banques, surtout autrichiennes, avaient encouragé de façon déraisonnable l'endettement privé.

Les turbulences de la zone euro, tout comme la dégradation de la note souveraine de la Hongrie par l'agence Moody's, ont contraint le cabinet Orban à reprendre langue avec le Fonds monétaire international, dont une délégation est attendue à Budapest le 13 décembre. La Hongrie espère un crédit de 4 à 5 milliards de dollars. Sans conditions. ■

JOËLLE STOLZ

Les Lithophanes A partir de 40 €

e-boutique : www.bernardaud.com

**BERNARDAUD**

Paris : 11 rue Royale - Bordeaux-Lille-Lyon-Limoges - infos : 01 43 12 52 00

**DIMANCHE**  
**11 DÉCEMBRE À 18H10**

**Internationales**

**ALAIN JUPPÉ**  
MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

www.tv5monde.com

**Xavier Lambrechts (TV5MONDE), Bruno Daroux (RFI),  
Natalie Nougayrède (Le Monde)**

DIFFUSION SUR LES HUIT CHÂÎNES DE TV5MONDE, EN DIRECT  
SUR LES ANTENNES DE RFI ET SUR INTERNATIONALES.FR

**TV5MONDE** et **rfi** avec **Le Monde**